



## **Bulletin d'information hebdomadaire du Bureau du Procureur<sup>1</sup> – juillet 2009**

### **1. Enquêtes et poursuites :**

#### *a. Situation en [République démocratique du Congo](#) (RDC)*

Cette situation fait l'objet d'un renvoi de la RDC en avril 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année en se concentrant sur l'Ituri, où les crimes les plus graves ont été commis par les principaux groupes armés. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre des dirigeants de l'UPC [Thomas Lubanga Dyilo](#) et [Bosco Ntaganda](#), et de ceux du FNI et de la FRPI [Germain Katanga](#) et [Mathieu Ngudjolo Chui](#). Le procès l'affaire [Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo](#) a débuté le 26 janvier 2009, tandis que celui de [Germain Katanga et de Mathieu Ngudjolo Chui](#), accusés d'avoir attaqué et « rasé » le village de Bogoro, devrait s'ouvrir avant la fin de 2009. [Bosco Ntaganda](#) est toujours en fuite.

En septembre 2008, le Bureau du Procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les crimes allégués dans les provinces du Kivu.

#### **Affaire : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo***

14 juillet - L'Accusation [a terminé la présentation de son dossier](#). Thomas Lubanga Dyilo doit répondre de crimes de guerre pour avoir procédé à l'enrôlement et à la conscription d'enfants de moins de 15 ans et les avoir fait participer activement à des hostilités en RDC. L'Accusation a présenté l'ensemble de ses éléments de preuve relatifs à la nature du conflit – international du fait de l'occupation par des forces étrangères ou non international – et c'est aux juges qu'il appartient de trancher. Du 26 janvier au 14 juillet 2009, le BdP a produit 119 pièces à charge et 30 témoins ont comparu, dont 28 cités par l'Accusation et deux par la Chambre. Il s'agissait aussi bien d'anciens enfants soldats que de témoins ayant appartenu aux différents groupes. La Défense devrait commencer la présentation de son dossier en octobre 2009.

102 victimes sont au nombre des participants. Le 22 mai, leurs représentants légaux ont sollicité une modification des accusations afin de prendre en considération leurs témoignages. Le 14 juillet, une majorité des juges de la Chambre de première instance a fait droit à cette requête en s'appuyant sur la norme 55-2 du Règlement de la Cour.

#### **Affaire : *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui***

31 juillet - La Chambre de première instance II s'étant prononcée en faveur de la recevabilité de l'affaire par une décision contre laquelle la Défense de Germain Katanga a ensuite interjeté appel, le Procureur a sollicité pour sa part la confirmation à la Chambre d'appel.

#### ***Enquête dans les provinces du Kivu***

Le BdP a conduit plusieurs missions sur place et dans différents pays, ce qui lui a permis de corroborer les renseignements selon lesquels Bosco Ntaganda, recherché par la Cour pour des crimes perpétrés en Ituri, semble désormais responsable d'attaques menées dans les provinces du Kivu où ses forces auraient commis des viols à grande échelle.

#### *b. Situation en [Ouganda](#)*

Cette situation fait l'objet d'un renvoi de la part de l'Ouganda en janvier 2004. Le BdP a ouvert son enquête en juillet de la même année. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre des [plus hauts dirigeants de](#)

<sup>1</sup> Pour la période d'été, le bulletin d'information couvrira un mois d'activités.

[l'Armée de résistance du Seigneur \(ARS\)](#) : Joseph Kony, Vincent Otti (qui aurait été tué en 2007 sur les ordres de Joseph Kony), Okot Odhiambo, Raska Lukwiya (tué au cours de combats le 12 août 2006 et dont le mandat d'arrêt a, de ce fait, été levé) et Dominic Ongwen. Ces mandats n'ont toujours pas été exécutés. Au cours des neuf mois écoulés, l'ARS a repris les enlèvements d'enfants en République centrafricaine (RCA) et en RDC ; elle aurait tué 1200 personnes et en aurait contraint 200 000 à se déplacer.

*c. Situation au [Darfour \(Soudan\)](#)*

Cette situation fait l'objet d'un renvoi de la part du Conseil de sécurité de l'ONU en mars 2005. Le BdP a ouvert son enquête en juin de la même année. Trois mandats d'arrêt et une citation à comparaître ont été délivrés, respectivement à l'encontre d'[Ahmad Harun et Ali Kushayb](#), d'[Omar Al Bashir](#) et de [Bahar Idriss Abu Garda](#). Les trois mandats n'ont toujours pas été exécutés, tandis que M. Abu Garda [a comparu de son plein gré devant la Cour](#) le 18 mai en exécution de la citation à comparaître qui lui a été adressée. Il a été mis en liberté provisoire. L'audience de confirmation des charges est prévue pour le 12 octobre 2009.

**Affaire : Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir**

6 juillet 2009 – L'Accusation a [interjeté appel](#) de la décision prise par la Chambre préliminaire I (une opinion dissidente) de ne pas retenir les accusations de génocide pour le mandat d'arrêt délivré contre le Président Al Bashir. Selon le Procureur, la Chambre n'a pas appliqué le critère d'établissement de la preuve qui convenait à l'étape du mandat d'arrêt en exigeant des preuves qui aillent « au-delà de tout doute raisonnable ».

*d. Situation en [République centrafricaine](#) (RCA)*

Cette situation fait l'objet d'un renvoi de la RCA en décembre 2004. Le BdP a ouvert son enquête en mai 2007. Un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre de [Jean-Pierre Bemba](#). L'[audience de confirmation des charges](#) s'est tenue du 12 au 15 janvier 2009. Le 15 juin, la Chambre préliminaire II [a, en partie, confirmé les accusations](#) et, le 22 juin, le Procureur a [demandé l'autorisation d'interjeter appel](#) de cette décision par laquelle la Chambre avait refusé de confirmer certaines accusations. Le Bureau continue de s'intéresser de très près aux allégations de crimes qui auraient été commis depuis la fin de 2005.

*e. Divers*

**2. Analyses préliminaires :**

*a. Afghanistan*

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il analysait cette situation en 2007, un examen qui porte sur des crimes relevant de la compétence de la Cour qu'auraient perpétrés tous les acteurs concernés. Il a par ailleurs rencontré des responsables afghans en dehors du pays, de même que des organisations et il a envoyé plusieurs demandes de renseignements au Gouvernement afghan, mais n'a encore reçu aucune réponse à ce jour.

*b. Colombie*

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il analysait cette situation en 2006, un examen qui porte sur des crimes présumés relevant de la compétence de la Cour et sur des enquêtes et des poursuites menées en Colombie à l'encontre des auteurs présumés des crimes les plus graves, de chefs paramilitaires, de politiciens, de chefs de guérilla et de membres des forces armées. Le BdP s'intéresse également à des allégations faisant état de réseaux internationaux d'appui venant en aide aux groupes armés auteurs des crimes commis en Colombie.

*c. Géorgie*

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il analysait cette situation le 14 août 2008. Le Ministre géorgien de la justice a effectué une visite au BdP. La Russie, qui n'est pas partie au Statut, a fait parvenir 3 817 communications au Bureau. Le 27 août 2008, le Procureur a sollicité des gouvernements russe et géorgien qu'ils lui communiquent certaines informations, ce qu'ils ont tous deux fait. Des représentants du Bureau se sont rendus en Géorgie en novembre 2008.

*d. [Palestine](#)*

Le 22 janvier 2009, l'Autorité nationale palestinienne a déposé auprès du Greffier une déclaration au titre de l'article 12-3 du Statut de Rome qui autorise les États non parties à accepter la compétence de la Cour. Le BdP analyse en ce moment tous les éléments en rapport avec sa compétence, notamment les questions de savoir si la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour répond aux prescriptions du Statut, si des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis et si des procédures nationales sont menées à l'égard des crimes présumés.

- Les 4 et 5 juillet, des représentants de haut rang du BdP se sont rendus au Caire (Égypte), afin de s'entretenir avec des représentants de la Ligue des États arabes au sujet du rapport de la Commission indépendante d'établissement des faits sur Gaza.

*e. Côte d'Ivoire*

La Cour a compétence à l'égard de la situation en Côte d'Ivoire en vertu d'une déclaration que le Gouvernement ivoirien a déposée le 1<sup>er</sup> octobre 2003 au titre de l'article 12-3 et par laquelle il accepte la compétence de la Cour à compter du 19 septembre 2002. Les crimes les plus graves, notamment des cas présumés de violences sexuelles à grande échelle, ont été commis entre 2002 et 2005.

- Les 17 et 18 juillet, des représentants de haut rang du BdP ont assisté à Abidjan à un séminaire sur la justice internationale organisé par la Coalition ivoirienne pour la CPI en partenariat avec les opérations des Nations Unies dans le pays. Cet événement a rassemblé un large éventail d'intervenants de la société civile, de représentants internationaux et de responsables ivoiriens et a donné l'occasion d'évoquer les solutions destinées à faire en sorte que les responsables des crimes les plus graves commis depuis 2002 en Côte d'Ivoire répondent de leurs actes.

*f. [Kenya](#)*

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en février 2008. Le Procureur a reçu de nombreuses communications au titre de l'article 15 concernant les violences postélectorales.

- Le 3 juillet, à La Haye, une [délégation de haut rang du Gouvernement kenyan](#) dirigée par M. Kilonzo, Ministre de la justice, a conclu avec le BdP un accord en vertu duquel les parties convenaient que pour prévenir une nouvelle flambée de violences lors des prochaines élections, les principaux responsables des précédentes violences postélectorales devaient rendre des comptes. En cas d'échec des efforts déployés en faveur de procédures nationales, les autorités kenyanes ont accepté de saisir la Cour de la situation dans l'année. Le 14 juillet, le Procureur a reçu deux rapports du Procureur général du Kenya, Amos Wako, au sujet des mesures de protection des témoins et des procédures en cours.
- Le 9 juillet, le Groupe d'éminentes personnalités africaines a annoncé qu'il allait remettre au Bureau du Procureur une enveloppe sous scellés et des pièces justificatives que son Président, Kofi Annan, avait lui-même reçu de la Commission Waki chargée d'enquêter sur les violences postélectorales. Ainsi, le 16 juillet, le Procureur Moreno-Ocampo a reçu six cartons [de documents et de pièces justificatives rassemblés par la Commission](#), de

même qu'une enveloppe sous scellés. Le Procureur a ouvert l'enveloppe sous scellés, en a examiné le contenu, puis a remis les scellés. Le Bureau continuera de recueillir des renseignements.

g. *Statistiques relatives aux [communications au titre de l'article 15](#) et autres activités concernant les analyses préliminaires*

- À ce jour, le Bureau a reçu 8 245 communications, dont 73 au mois de juillet 2009.

### **3. Coopération – Mobilisation d'efforts visant à conduire aux arrestations :**

- Le 8 juillet, la Cour a publié un communiqué de presse rappelant le cinquième anniversaire de l'émission des mandats d'arrêt à l'encontre des plus hauts dirigeants de l'ARS.



- Les 6 et 7 juillet, le [Procureur s'est rendu à Addis-Abeba](#) (Éthiopie), où il a rencontré les membres du Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur le Darfour, et notamment son président, l'ancien Président sud-africain Thabo Mbeki. Il a communiqué à ce groupe, chargé d'examiner la situation au Darfour et de trouver une solution aux problèmes de responsabilité, de lutte contre l'impunité, de réconciliation et d'apaisement, des informations à propos des affaires qu'il a ouvertes dans cette situation. Le Procureur a, du reste, rencontré des représentants des États parties et de l'Organisation internationale de la francophonie.



- Le Procureur [est allé en République démocratique du Congo](#) du 8 au 10 juillet. Il y a rencontré des dirigeants locaux et des représentants des victimes et de la société civile à **Bunia** et dans le **district de l'Ituri**. Pour lui, cette visite « ... sert avant tout à comprendre les besoins des victimes et à apprendre de quelle manière je peux, au mieux, utiliser le mandat qui m'a été confié pour aider les communautés touchées à reconstruire leur vie ».

- Le 10 juillet, l'Ouganda a publié une [déclaration](#) par laquelle elle réaffirmait son engagement à l'égard des obligations découlant de la CPI, y compris en matière d'arrestation.

- Les 12 et 13 juillet, le Procureur était à **Kampala (Ouganda)** pour y rencontrer le Président Museveni et des membres de premier plan du Gouvernement. Pour le Procureur, il importe que les gouvernements de la région poursuivent leurs efforts concertés en bénéficiant de l'appui international nécessaire, de manière à garantir l'arrestation et la remise des chefs de l'ARS visés par un mandat de la CPI. De plus, s'agissant du mandat d'arrêt pendant contre le Président soudanais Omar Al Bashir, le Procureur a mis en avant l'obligation juridique qu'ont les États parties d'exécuter les mandats de la Cour si une personne visée par l'un d'eux se trouve sur leur territoire.

- Le 20 juillet, le Tchad a publié une [déclaration](#) par laquelle elle réaffirmait son engagement à l'égard des obligations découlant de la CPI, y compris en matière d'arrestation.

- Le 29 juillet, l'Afrique du sud a publié une [déclaration](#) par laquelle elle réaffirmait son engagement à l'égard des obligations découlant de la CPI, y compris en matière d'arrestation.

➤ Une enquête menée en juillet 2009 par [WorldPublicOpinion.org](http://WorldPublicOpinion.org) dans sept pays majoritairement musulmans et africains a révélé que l'opinion publique de quatre d'entre eux était favorable au mandat d'arrêt contre le Président Al Bashir.

#### **4. À venir :**

- 1<sup>er</sup> septembre – Visite au Bureau du Procureur de juristes sud-africains à propos de questions de compétence dans le cadre de l'analyse préliminaire de la situation en Palestine, La Haye
- 10 septembre – Présentation de l'avant-projet de stratégie du Bureau du Procureur en matière de poursuites pour la période 2009-2012 à l'occasion de la [Conférence consultative sur la justice pénale internationale](#), New York
- 15 septembre – Discours liminaire du Procureur à la [Conférence de recherche « La CPI et la complémentarité : de la théorie à la pratique »](#), La Haye
- 16 septembre – Présentation du Procureur à la Conférence internationale sur la lutte contre l'impunité dans des situations de consolidation de la paix, La Haye
- Septembre 2009 – Publication du rapport de la Mission d'établissement des faits sur le conflit à Gaza mandatée par l'Organisation des Nations Unies
- Septembre 2009 – Poursuite des consultations et publication du rapport du Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur le Darfour
- Octobre – Chambre de première instance I : début de la présentation du dossier de la Défense dans l'affaire [Le Procureur c. Lubanga Dyilo](#)
- 6-7 octobre – Table ronde semestrielle Bureau du Procureur/ONG, La Haye
- 12 octobre – Chambre préliminaire I : audience de confirmation des charges dans l'affaire [Le Procureur c. Abu Garda](#)

*\* Ce document reflète les vues du Bureau du Procureur de la CPI. Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter Mme Olivia Swaak-Goldman, Conseillère en Coopération internationale au Bureau du Procureur : [Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int](mailto:Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int)*